IMPRIMATUR

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE GRATUIT

1er décembre 2022 # 739

À LA UNE

©Alexis Gonzalez

Les voyageur·ses doivent encore transiter par la gare de de Bordeaux Saint-Jean, ce qui ne sera plus le cas lors de la mise en service du RER métropolitain.

TRANSPORTS

Le meilleur est avenir

Bordeaux et sa métropole cherchent des solutions pour faciliter les déplacements du quotidien, désengorger les grands axes et alléger leur bilan carbone. RER métropolitain, téléphérique, bus express… Les transports de demain vont-ils dans la bonne direction ?

Portets. Une trentaine de kilomètres au sud de Bordeaux. Un café, un cabinet de médecin, une école, l'église et la mairie se partagent le centre-bourg. À quelques minutes à pied, la gare. Elle est sur les tracés du futur RER métropolitain.

Sur les quais, une vingtaine de personnes en provenance de Bordeaux descendent de la rame. Ils retirent leurs voitures du parking plein. « *Le seul inconvénient très ennuyant, c'est l'attente dans les gares* » témoigne Alicia, étudiante en BTS. Celle-ci peut parfois durer plus d'une heure. Et c'est le même problème dans les deux sens. Jean-Noël, employé municipal fait le chemin depuis Bordeaux tous les matins pour se rendre à Portets. Il doit arriver avec une heure d'avance, sinon il est en retard. Entre 6 heures et 21 heures, seuls 17 trains desservent les deux gares. Soit un toutes les 52 minutes.

Un projet XXL

Ces cadences devraient être renforcées avec le RER métropolitain. Le projet remis au cœur de l'actualité le dimanche 27 novembre par Emmanuel Macron coûtera 680 millions d'euros pour la réfection des infrastructures et le matériel roulant. Sans compter les possibles surcoûts estimés à plus d'un milliard d'euros, d'après *Le Monde*.

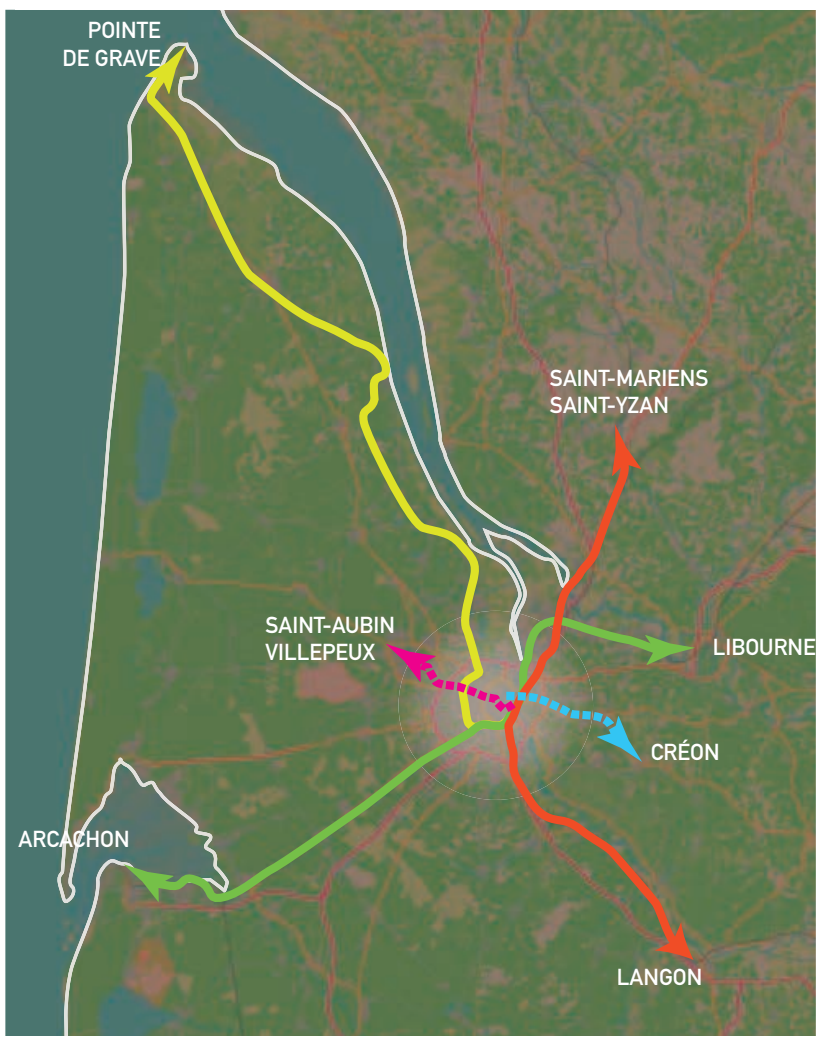
Une soixantaine de gares seront desservies, des lignes de bus express réinstallées et deux nouvelles haltes à Talence-Médoquine et au Bouscat seront construites. Mais surtout « *des trains toutes les demi-heures dès 2028* » et plus de « *90 000 voyageurs quotidiens* » sont attendus, précise Renaud Lagrave, le vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine.

Portets bénéficiera de ce plan même si « *la ville n'est pas vraiment enclavée* » précise Didier Cazimajou, le maire. « *Mais encore faudrait-il que les trains partent et arrivent à l'heure* ». Aujourd'hui l'incertitude liée au transport ferroviaire et les horaires inadaptés amènent les citoyen·nes à prendre leur voiture pour se rendre dans les grandes villes. Un réseau TER vieillissant et des routes congestionnées, des désagréments bien connus des Girondin·es et que le projet de RER métropolitain vise à corriger.

« Se rapprocher de Bordeaux »

À la pointe du Médoc, l'arrivée du RER métropolitain est attendue avec impatience. Pour Christine Grass, première adjointe à la mairie du Verdon-sur-Mer, la commune littorale est enclavée : « *en voiture ou en train, on est à deux heures de Bordeaux* ». En charge du tourisme et de l'urbanisme, elle espère que l'amélioration des lignes permettra d'attirer plus de vacanciers. L'élue imagine cette ligne de RER « *comme un moyen de se rapprocher de Bordeaux* ». Pourtant, Renaud Lagrave précise que la réfection des lignes ne devrait pas garantir « *une rapidité accrue* ». Pour désenclaver la cinquantaine de communes présentes le long des lignes, « *il est nécessaire de faire des haltes tous les trois kilomètres ce qui ralentit le trajet* » ajoute le vice-président.

LES TRANSPORTS GIRONDINS À L'HORIZON 2030



©Vincent Grillon

DEPUIS 2020 — LIGNE 41U — ARCACHON / LIBOURNE

2026 / 2028 — LIGNE 43U — LANGON / St MARIENS-St YZAN

2028 / 2030 — LIGNE 42 — PESSAC / POINTE DE GRAVE

DEPUIS 2020 — BUS EXPRESS — BORDEAUX / CRÉON

2024 — BUS EXPRESS — BORDEAUX / ST AUBIN- VILLEPEUX

Le prochain train-tram quotidien

Isabelle fait partie des Girondin·es déjà conquis·es par le train. Séduite par le prix abordable, elle « *ne paye que 40 euros de [sa] poche pour [se] rendre au travail* ». Vélo, tram, train, l'intermodalité a été une solution « *moins chère et plus rapide* », bien qu'elle admette que « *multiplier le nombre de passages serait encore plus avantageux* ». Dans la métropole, un quart des emplois est occupé par des extra-métropolitains qui font le trajet domicile-travail en voiture. Un transport décarboné, un désenclavement des communes, une revalorisation touristique, Renaud Lagrave le sait, « *avec ce RER métropolitain la région investit pour les cent prochaines années* ».

Louis Emeriau @_Louis_Emeriau
Alexis Gonzalez @algonzlz

10 ANS DE PROJETS

Juin 2020
Lancement de la première ligne de «Bus Express» entre Créon et Bordeaux.

Décembre 2020
Aménagement de la ligne TER 41U Arcachon-Libourne sans changement. 1ère étape du RER Métropolitain.

Mars 2023
Extension de la ligne A du tramway jusqu'à l'aéroport de Mérignac.

2024
Mise en place de la seconde ligne du «Bus Express» entre la Gare St-Jean et St-Aubin-de-Médoc.

2026
Mise en place du téléphérique entre les deux rives, de la station Achard au centre commercial des quatre pavillons à Lormont.

2026-2028
Aménagemement de la ligne 43U. Langon à St-Marens - St-Yzen sans changement. 2e étape du RER Métropolitain.

2028 -2030
Modernisation de la ligne 42 : Pointe-de-Grave et Pessac. 3e étape du RER Metropolitain.

©Vincent Grillon, Freepik

Vincent Grillon @VincentGrlln_

ET AUSSI

VIH : LA PRÉVENTION CAPOTE

#METOO L'HEURE DU BILAN À LA FAC

JO 2024 : LE MATCH DE L'ÉGALITÉ

IRAN : DES PORTE-VOIX EN GIRONDE

Un téléphérique « à 50 millions d'euros »

Depuis le 28 novembre et jusqu'au 13 février 2023, les habitant·es de la métropole sont consulté·es sur le projet de téléphérique reliant Bordeaux à Lormont et Cenon. Entretien avec Jean Touzeau, maire socialiste de Lormont et vice-président de Bordeaux Métropole.

Parmi les autres options existantes pour relier les deux rives, pourquoi le téléphérique a-t-il été privilégié pour cette concertation citoyenne ?

C'est tout d'abord pour des questions d'efficacité et de rapidité. Il y a un besoin urgent. Aujourd'hui, rallier la rive droite à la rive gauche est un calvaire, avec une moyenne de 45 minutes de trajet. En termes de calendrier, la construction d'un téléphérique est bien plus rapide que la construction d'un pont ou d'un tunnel. Le transport par câbles permettra à 15 000 voire 17 000 voyageurs par jour de franchir le fleuve, en seulement sept à dix minutes.

À quel point l'aspect financier a-t-il été pris en compte pour ce projet ?

Nous estimons les coûts de construction à 50 millions d'euros, ce qui est relativement faible. En comparaison, construire un kilomètre de tramway coûte 25 millions d'euros. Au-delà de l'efficacité et du coût, il y a deux autres axes qui ont guidé notre choix. D'une part, la potentialité touristique d'un téléphérique est importante et permettrait de valoriser à la fois les deux rives mais également la Garonne. D'autre part, c'est un mode de mobilité douce qui répond à des enjeux de développement durable et de décarbonation.

©Enora Foricher

Pour inciter les citoyen·nes à participer à la concertation, deux télécabines de l'entreprise Poma s'exposent sur le parvis de la Maison éco-citoyenne, sous l'œil intrigué des passant·es.

Vous attendez-vous à une participation positive des citoyen·nes à cette concertation publique ?

En tant que vice-président de Bordeaux Métropole, je souhaite vraiment que le maximum de personnes s'expriment sur ce projet, que ce soit positivement ou négativement. Je pense que les citoyen·nes seront favorables au téléphérique. Et peu importe l'issue de la concertation, Marianne Azario, nommée par la Commission nationale du débat public, en est la garante. En fonction des avis exprimés, c'est elle qui décidera du futur de ce projet.

Enora Foricher @EnoraForicher

SANTÉ

©Timothée Gimenez

Après une journée de tests gratuits mardi sur le campus, de nouveaux dépistages seront organisés aujourd'hui de 11h à 17h place de la Victoire, ainsi que demain place Stalingrad.

Sida : dur de mobiliser

À l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le Sida, des tests gratuits étaient proposés sur le parvis de l'Université de Bordeaux. Une opération qui reflète la difficulté d'organiser des dépistages sur le campus.

Matthis est catégorique : « *La sensibilisation au Sida à la fac ? Jamais vu !* ». Derrière lui pourtant, entourées par les travaux de rénovation universitaire, se dressent bien les tentes rouges et roses des associations venues proposer pour la journée des tests gratuits. « *Faut le savoir...* » souffle l'étudiant de 20 ans qui pointe l'absence de communication visuelle sur le sujet. Il est vrai que ni barrières, ni affiches autour n'indiquent la nature de l'action en cours. Seul un ruban accompagné de la mention « Dépistage SIDA/VIH » est présent sur l'une des cinq tentes pour informer les curieuses et les curieux.

« On est débordés »

Une remarque que reconnaît volontiers Johann, membre de l'Équipe nationale d'intervention en prévention et santé : « *Oui, on est dans un endroit reclus, pas très visible et bruyant… Mais on n'avait pas vraiment le choix à cause du terrain boueux autour des tramways et de certaines voies d'accès qui doivent être laissées dégagées.* » Quant aux moyens matériels déployés, l'encadrant se défend : « *bien sûr qu'on aurait aimé en avoir plus pour être mieux visible, mais on n'a pas forcément les moyens financiers pour.* » Selon lui, le manque de ressources est le principal obstacle à une meilleure prévention qu'il reconnaît comme faible aujourd'hui dans le milieu étudiant. « *Les associations interviennent beaucoup moins, car elles sont débordées. On a des financements qui n'évoluent pas alors qu'on doit en faire toujours plus et qu'il y a une hausse constante du nombre d'étudiants. On fait donc comme on peut avec les moyens du bord.* » Un constat partagé par les cinq autres membres d'associations bordelaises qui accompagnent Yohann. Un volontaire de l'association Aides confie : « *Il faut parfois faire des choix pour les actions à mener, en fonction du nombre de bénévoles disponibles. Il nous arrive d'annuler des opérations programmées...* ».

Des bénévoles en renfort

Alors pour suppléer les associations, l'Espace santé étudiant a justement mis à disposition pour la matinée une partie de ses 21 étudiant·es référent·es santés, tous·tes bénévoles.

« *Heureusement qu'ils sont là honnêtement, car c'est eux qui nous ramènent les étudiants souvent. Même trop parfois, car nous ne sommes pas assez nombreux pour traiter tous les cas* » explique l'encadrant. Ce jour-là, seize étudiant·es n'ont pas pu être dépisté·es faute de personnel disponible. Pour autant, le responsable associatif préfère positiver : « *À côté, on a dépisté 46 jeunes et distribué 31 autotests. Ça reste donc toujours une satisfaction.* » Et de conclure : « *Il ne faut rien lâcher !* »

Timothée Gimenez

CAMPUS

Un #metoo en demi teinte

Une enquête a été réalisée sur les campus de Bordeaux et Poitiers. En Gironde, la portée du mouvement #MeToo au sein du milieu universitaire paraît limitée.

« *Notre enquête a été motivée par le viol d'une étudiante à l'arrêt de tram Doyen Brus, qui a entraîné une grande mobilisation universitaire* » explique Johanna Dagorn, sociologue spécialiste des violences de genre. Elle a présenté, aux côtés de Viviane Albenga, maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Bordeaux Montaigne, et de Chloé Mour, cheffe de projets européens au CNRS de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, les résultats de l'enquête[1] réalisée entre 2018 et 2021 sur trois campus de la région (l'UBM, l'Université de Poitiers et l'Inspe). Et le bilan est sans appel : si la parole féminine s'est libérée, l'écoute masculine reste insuffisante.

©Mihai Surdu

Le contraste femmes - hommes

« *L'effet de #MeToo est manifeste : les étudiantes parlent davantage qu'avant* » explique Viviane Albenga, chargée de la mission égalité et lutte contre les discriminations. « *La libération de la parole est là : au sein de la cellule de signalement de l'Université Bordeaux Montaigne, on a vu le nombre de dénonciations de violences sexistes et sexuelles exploser.* » Des initiatives étudiantes se sont aussi développées : un groupe Facebook non mixte d'entraide entre étudiantes des campus bordelais, « Les Campusciennes », a par exemple été créé en 2019 pour partager les témoignages et soutenir les victimes de violences sexistes et sexuelles. Largement actif, il recense aujourd'hui près de 3 000 membres.

Cependant, cet effet positif de #MeToo parmi les étudiantes ne s'est pas fait sentir de la même manière du côté masculin. L'enquête, qui repose sur une série de questionnaires anonymes et d'entretiens collectifs et individuels, montre que sur 2 000 réponses, seuls 4 % d'étudiants ont rendu leur copie. Les résistances au féminisme persistent.

Viviane Albenga précise que « *les garçons n'aiment pas parler de ces sujets dans les soirées étudiantes, ils les rejettent, ça les dérange* ». Il faut pourtant noter que 72 % des hommes interrogés trouvent le mouvement positif, un chiffre malgré tout inférieur à celui des femmes. Elles y sont favorables à 92 %.

Kimberley Dusznyj @kim_dusznyj

1- À retrouver dans l'ouvrage collectif « Les violences sexistes après #metoo », éditions Presses des Mines, 2022

JO 2024

La parité, épreuve olympique

La phase d'inscription pour la billetterie de Paris 2024 ouvre aujourd'hui. Ces JO sont annoncés comme les premiers jeux paritaires de l'histoire alors que de nombreuses sportives restent victimes de discriminations genrées.

« *J'ai arrêté le volley-ball pendant plusieurs mois, à cause d'une remarque d'un coach sur mon équipement qui mettait "trop" en valeur mes formes* », témoigne Marie[1] 22 ans. Joueuse depuis l'âge de 7 ans, ces remarques l'ont dégoûtée : « *cette sexualisation constante a fini par me gâcher le plaisir de jouer* ».

Des propos sexistes que ne connaît que trop bien Amandine Leclercq, chargée de mission au Comité régional olympique et sportif en Nouvelle-Aquitaine (Cros). Sur le terrain mais pas seulement. « *Au-delà des sportives,* remarque-t-elle, *des femmes dans des instances dirigeantes subissent encore ce genre de commentaires.* »

Endiguer les violences et favoriser la parité

Elle poursuit : « *le Cros a pour objectif de fédérer nos efforts pour stopper ce fléau et aller vers plus de parité* ». Sensibiliser, former et lutter contre les violences et les discriminations faites aux femmes, sont parmi ses principales missions. La Nouvelle-Aquitaine est pilote en la matière puisqu'elle s'est dotée d'une commission dédiée qui rassemble une vingtaine de ligues sportives. Le but est avant tout d'élaborer des actions et de trouver des solutions. Plusieurs dispositifs sont mis en place à destination de la jeunesse. Des temps de prévention sont organisés pour sensibiliser ce public à la pratique sportive féminine et à la parité. « *On transmet aussi les bons comportements à avoir et ceux à éviter* », précise la chargée de mission.

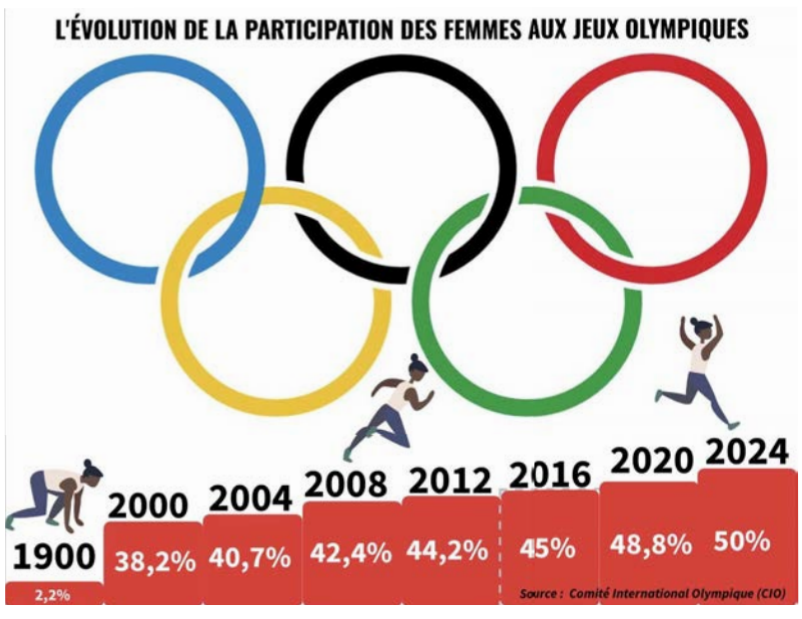
Des progrès restent à faire

Au-delà de la parité sur les terrains, les Jeux de Paris se joueront au niveau financier : l'égalité est également annoncée concernant les primes des athlètes. Un progrès certes, même si la mesure ne sera que temporaire, cantonnée au temps de l'Olympiade. Pour Chantal Nallet qui représente l'Association des olympiens Français – elle a participé au Jeux de Montréal en 1976 – cela reste « *éphémère car après la compétition, c'est la vraie vie, les différences reviennent* ». La France est d'ailleurs en retard sur la question de l'égalité salariale. Au Brésil et aux Etats-Unis, en revanche, « *les primes et les indemnités sont les mêmes pour tous, particulièrement dans le football* » ajoute Amandine Leclercq.

Attention donc à ce que ces jeux ne soient pas qu'une vitrine. Ce combat se joue chaque jour. En effet, Amandine Leclercq estime qu' « *il ne suffit pas d'avoir des événements internationaux pour faire bouger les choses, c'est un travail au quotidien, des clubs, des fédérations et de l'ensemble des instances sportives qui fera réellement avancer la parité dans le sport.* »

1-Le prénom a été modifié

Marthe Dolphin @DolphinMarthe



SOCIÉTÉ

Les voix de la révolte

©Gilles Foeller

Pierrot Amini, membre du collectif Femme Vie Liberté girondin, est à l'initiative de ce projet de fresque.

Les soutiens de la révolte iranienne en Gironde se font entendre. Une fresque représentant Nika Shakarami, visage disparu du mouvement, a été inaugurée à Pessac le 20 novembre.

À première vue, la rue des Poilus de Pessac semble banale. Mais depuis peu, un pan de mur attire le regard. Un portrait sur fond orange y a été peint. « *Il y a du passage ici, des écoliers notamment* » explique Pierrot Amani, qui tient une galerie d'art à ce même endroit. En France depuis 44 ans, il est membre du collectif Femme Vie Liberté de Gironde. C'est lui qui, avec l'aval de la mairie, a sollicité le peintre Younes Faghihi. Le but ? Sensibiliser les passant·es : « *On ajoutera bientôt un QR code, pour donner des détails sur la révolte en Iran et sur Nika Shakarami* ».

Des actions « inestimables »

L'adolescente kurde de 16 ans est devenue une icône de la contestation. Enlevée et tuée fin septembre par les forces de sécurité selon sa famille, elle venait de participer à l'une des manifestations qui secouent le pays depuis la mort de Masha Amini le 16 septembre. « *En Iran, la femme est rabaissée par une doctrine [...] et le régime ne maintient son pouvoir que par les armes* » dénonce le galeriste.

Depuis plusieurs semaines, le collectif girondin, créé spontanément après la mort de Masha Amini, multiplie ses actions. Pierrot Amani explique qu'il fait partie de la trentaine de membres très actifs, « *des Iraniens touchés en plein cœur* ».

À l'occasion du Festival du Film d'Histoire de Pessac, ou samedi dernier à la marche bordelaise contre les violences faites aux femmes, ces membres ont été les porte-voix girondins de la révolte. Une troupe de théâtre a aussi été mise en place. Pour M. Amini, la force du collectif est inestimable, « *chaque personne informée, c'est un pari gagné !* ». Un pari d'autant plus important face à la censure iranienne, qu'il ressent via ses proches sur place. « *Actuellement, c'est compliqué de les avoir* ». Internet est ralenti, voire coupé. Mais les espoirs restent entiers. Il les résume en parlant de *Baraye*[1], un chant qui est « *presque devenu un hymne national* ». Un plaidoyer pour les femmes iraniennes, et pour toutes les libertés.

Gilles Foeller @gillesfoeller

1 - « pour » en persan, référence aux différentes revendications du mouvement de révolte

VOTRE AGENDA SPORTIF

L'UBB pour repartir du bon pied

Ce samedi à 17 h, Bordeaux-Bègles (11e) rencontre Brive pour la 12e levée du Top 14. L'occasion pour le club de retrouver Chaban-Delmas pour la première fois sans Christophe Urios, démis de ses fonctions. Le tandem Charrier-Laïrle cherchera à décrocher sa première victoire face à la lanterne rouge.

Les handballeurs à la relance

Défaits à Valence (14e) la semaine dernière, les joueurs du Bordeaux-Bruges-Lormont (7e) tenteront de se relancer à la salle Jean Dauguet (Bordeaux-Bastide). Ils affronteront demain à 20 h 30, Sarrebourg (8e) dans le cadre de la 12e journée de Proligue.

Les Girondines pour enchaîner

Les footballeuses féminines des Girondins de Bordeaux (7e) fera face à Rodez (11e sur 12) samedi à 14h30 au Stade Sainte-Germaine du Bouscat. Dans ce match de la 10e journée de la D1 Arkema, les joueuses de Patrice Lair tenteront la passe de deux après leur succès à Soyaux (10e) la semaine dernière.

Directeur de la publication Arnaud Schwartz • Coordination éditoriale Rayya Roumanos, Matthieu Duphil • Direction artistique Fred Augry • Cheffe d'édition : Eve Figuière-Brocard • Rédacteur·rices Marthe Dolphin, Kimberley Dusznyj, Louis Emeriau, Gilles Foeller, Enora Foricher, Timothée Gimenez, Alexis Gonzalez, Vincent Grillon

pour aller plus loin
imprimaturweb.fr
ijba Institut de journalisme Bordeaux Aquitaine
Université Bordeaux Montaigne